



MANDAT de Prélèvement SEPA

Référence Unique du Mandat

Créancier :

MUTUELLE GENERALE SANTE

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) MUTUELLE GENERALE SANTE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de MUTUELLE GENERALE SANTE.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Veuillez compléter les champs marqués * et vérifier ceux qui sont pré-remplis

CREANCIER **FR 50 ZZZ 260428**

Identifiant Créancier SEPA

MUTUELLE GENERALE SANTE

Nom du créancier

22 RUE MALMAISON

Numéro et nom de la rue

93544 BAGNOLET CEDEX

Code postal - Ville

FRANCE

Pays

Paiement récurrent / répétitif

DEBITEUR

Veuillez compléter les champs marqués *

*Nom / Prénoms du débiteur

*Numéro et nom de la rue

*Code postal

*Ville

*Pays

*Numéro d'identification international du compte bancaire - **IBAN** (International Bank Account Number)

*Code international d'identification de votre banque - **BIC** (Bank Identifier Code)

Fait à

le

/ /

Signature(s) :

Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Informations relatives au contrat entre le créancier et le débiteur - fournies seulement à titre indicatif.

Contrat concerné

Description du contrat

Numéro d'identification du contrat

A retourner à :

MUTUELLE GENERALE SANTE
22 RUE MALMAISON
93544 BAGNOLET CEDEX

Zone réservée à l'usage exclusif du créancier :

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.